

DÉGRADATION DU CADRE DE VIE À TIZI-OUZOU

Le village de Bouzeguène sans réseau d'assainissement

Curieux destin pour Ahrik, un village de 2 000 habitants de la commune de Bouzeguène qui ne dispose pas d'un réseau d'assainissement fiable, 45 ans après l'indépendance, mais qui, en revanche, sert de réceptacle à deux rejets d'eaux usées qui empoisonnent la vie de ses habitants.

Les lits de deux cours d'eau, l'un ceinturant le village et l'autre le traversant de part en part sur une distance de 1,5 km, charrient des eaux usées dont les odeurs pestilentielles se répandent à des dizaines de mètres à la ronde même en période fraîche. La qualité de vie des habitants qui ne sont pas à l'abri des MTH se ressent de ces rejets émanant essentiellement du réseau d'assainissement d'un village voisin de 5 000 habitants qui a bénéficié début 1990 d'un projet, selon le comité de village Ahrik, réseau qui déverse ses rejets dans le cours d'eau bordé d'habitations. Une aberration, selon les villageois, puisque ce projet est

réalisé sans étude d'impact sur l'environnement se plaignent-ils, indiquant qu'initialement l'étude réalisée en 1983 par un bureau d'étude bulgare prévoyait de relier ce réseau de 8 km à celui de leur village dans un projet unique sans nuire à l'environnement des deux localités, puisqu'il était envisagé de doter ce réseau de bassins de décantation.

Les inquiétudes citoyennes sont également exacerbées par l'absence quasi totale d'un réseau d'assainissement dans le nouveau village d'Ahrik dont les tentatives s'étirent jusqu'au village de Mansoura et où seul un tronçon de quelques dizaines de mètres a été réalisé par la dernière

APC. Ce qui leur fait craindre le pire, car les fosses septiques, sur lesquelles se rabattent les citoyens, réalisées dans tenir compte des normes d'hygiène, constituent une sérieuse menace au réseau d'AEP dont les chambres à vannes ne sont pas à l'abri des infiltrations d'eaux usées ce que nous avons constaté sur place samedi dernier avec le comité de village qui ne cache pas qu'il compte entreprendre des démarches tous azimuts pour alerter les pouvoirs publics sur la situation de leur village "laissé-pour-compte des autorités en dépit du volontarisme et des actions de volontariat dont il a fait preuve par le passé et le présent", exhibant une longue liste de réalisations citoyennes, à l'appui de leurs affirmations, depuis l'indépendance. Parmi ces acquis figure en bonne place le réseau d'assainissement réalisé en 1967 dans l'ancien

village. Réseau réalisé loin des normes en vigueur, qui ne touche pas tout le village est arrivé aujourd'hui à saturation avec toutes ces innombrables fuites et infiltrations qui menacent même les fondations des maisons. Un étude réalisée par l'APC en 2001 a conclu à la nécessité de la réalisation d'un projet d'assainissement estimé à deux milliards deux cent millions de centimes, ce qui est hors de portée des villageois qui ont sollicité l'intervention des pouvoirs publics.

Mais dans son classement, l'APC l'a relégué à la 11^e place des villages à assainir. Ce qui a fait sortir de leurs gonds les citoyens qui ne savent plus à quel saint se vouer, préférant s'en remettre de nouveau aux autorités locales qu'ils mettent devant leurs responsabilités dans un ultime recours.

S. Hammoum

L'HABITAT À TIZI-GHENIFF

Des centaines de familles en quête d'un logement décent

Usées par la précarité, de très nombreuses familles de la daïra de Tizi-Gheniff occupent des logis indécents.

Pour y remédier, malgré l'instauration de formules diverses pour venir en aide à cette catégorie sociale vulnérable, notamment l'aide à l'auto-construction destinée particulièrement aux ménages démunis, possédant des lots de terrain à bâtir, le Fonds national de pérennité des œuvres sociales (FNPOS), un système quasi inconnu, le Fonds national d'aide au logement (Fonal), la Caisse nationale du logement (CNL), la location-vente, le logement social participatif et autres, le problème est loin d'être réglé. Le type le plus convoité s'avère le LSP. Ainsi, le premier quota en construction dans la daïra de Tizi-Gheniff, qui compte un peu plus de 50 000 âmes, a été de 50 logements. Il date depuis 2001, mais sa réalisation dont le délai est de 22 mois, n'a été

entamée qu'au début de l'année écoulée. D'autres chantiers viennent d'être lancés pour la construction de plusieurs dizaines de LSP sur les alentours de la localité, et d'autres en perspective si l'on croit le service.

L'instauration de cette formule viserait la suppression progressive du logement social locatif. Au sujet toujours de ce dernier, en plus des 71 squattés lors des événements de Kabylie et d'autres en souffrance depuis des lustres, 44 sont en voie d'achèvement, mais la date de leur réception n'est toujours pas arrêtée.

Notons que cela fait douze ans depuis la précédente livraison de 22 logements sociaux en 1995. Par ailleurs, cette daïra n'a bénéficié d'aucun projet d'habitat dans le cadre de la location-vente depuis l'existence de cette formule. En revanche à Draâ-El-Mizan, une daïra voisine, un quota de 210 appartements y sont en perspective à l'instar de plusieurs autres municipalités. Le peu qui a été fait est loin de répondre à cette forte

demande, car l'offre accuse un déficit criant sachant que des centaines de ménages, usés par la précarité, attendent désespérément des toits décents.

A défaut de cela, certains d'entre eux s'adonnent au baraquement, une manière d'élargir leurs masures à l'exemple des occupants des cités de recasement de Tamdikt dans la commune de M'kira et de la périphérie de la ville de Tizi-Gheniff. Au niveau de l'autre commune, à savoir M'kira, c'est la désolation totale.

Le secteur n'a enregistré aucun développement 20 ans après son accession au statut de commune. Cette APC ne bénéficie que des aides à l'auto-construction qui sont d'ailleurs soumises à des conditions draconiennes. Ajoutez à cela, le fait que cette commune butte contre l'épineux problème du manque de terrains d'assiettes qui lui permettrait la réalisation de logements sociaux ou autres.

A. S. Wahmed

JOURNÉES EURO-MAGHREBINES A BÉJAÏA

La communication publicitaire en débat

Béjaïa abrite depuis hier les journées euro-maghrébines sur la communication publicitaire, à l'initiative de la société RH International Communication sous le haut patronage du ministre du Commerce et avec le concours actif du ministère de la Culture.

Cette importante manifestation, la première du genre à l'échelle nationale sur la communication publicitaire, ouverte dans la matinée de ce mardi à la maison de la culture et se poursuivant aujourd'hui à l'hôtel le Zéphyr, se propose de débattre des stratégies et des enjeux mondiaux de la publicité, l'évolution du métier de régie publicitaire, l'éthique et l'autorégulation de la publicité, qualité des produits et la protection des consommateurs, les soldes et la concurrence déloyale, l'évolution de la télévision et de la publicité télévisée ainsi que la publicité sur Internet avec la participation de spécialistes européens et maghrébines dans le domaine. M. Jacques Billes, vice-président et membre du board mondial de l'IAA (International Advertising Association) et professeur associé à l'université Paris II

Sorbonne en France, a été le premier intervenant du séminaire avec une communication sur les stratégies et les enjeux mondiaux de la publicité. Pour faire face à la mondialisation et aux enjeux mondiaux de la publicité et permettre au pays et à ses entreprises de pénétrer le marché mondial, M. Jacques Billes a mis l'accent sur l'exigence de l'ouverture des frontières, le renforcement des relations avec les entreprises étrangères, une très grande maîtrise de la communication et l'adaptation des textes par le pays en fonction des mutations qui s'opèrent dans le marché mondial.

Lui succédant, M. Ali Bakali, président-directeur général de Régie 3 du Maroc a, pour sa part, abordé le thème lié à l'évolution du métier de régie publicitaire. Des spécialistes français dans le domaine de la com-

munication et la publicité, à l'image de Guy Tollet, directeur de publicité du groupe FranceTélévisions, a axé sa communication autour du thème "Représenter extra localement les télévisions du Maghreb : pourquoi et comment, ainsi que les objectifs et les perspectives communes". Ahmed Bessikha, responsable au ministère de la Communication, n'a pas manqué de souligner l'importance de ces journées euro-maghrébines sur la communication publicitaire pour permettre aux professionnels du secteur dans les pays du Maghreb et en Europe de se retrouver ensemble, discuter et échanger leur expérience dans le domaine.

Face aux grands enjeux économiques, les discussions et la concertation autour des choix fondamentaux qu'engage la communication, seront fort bénéfiques entre les pays du Maghreb notamment", a-t-il déclaré. Le séminaire, qui se poursuivra aujourd'hui, sera consacré à plusieurs communications autour, entre autres, de l'évolution de la télévision et de la publicité télévisée, la structuration du marché publicitaire maro-

cain, les relations publiques ou la gestion de la réputation et la publicité sur Internet.

Des travaux en ateliers sont également programmés sur les thèmes "l'annonceur face à ses droits, le marché de la création publicitaire, les relations médias et le commerce extérieur ou comment consolider sa communication".

La constitution d'une commission devant travailler sur le projet de création de l'Union maghrébine des agences conseils en communication est également annoncée pour la deuxième journée de ce rendez-vous euro-maghrébin sur la communication publicitaire.

A noter, par ailleurs, que les investisseurs, les opérateurs économiques et les professionnels exerçant localement dans le secteur de la publicité ont brillé par leur absence à ce rendez-vous. En effet, c'est dans une salle de la Maison de la culture presque vide que les travaux du séminaire euro-maghrébin sur la communication et la publicité se sont déroulés.

A. Kersani

MÉDÉA

Mise en exploitation prochaine d'un centre d'enfouissement technique

Le Centre d'enfouissement technique (CET) de Draâ-Smar, dans la wilaya de Médéa, dont la mise en exploitation a été retardée pour des raisons relatives notamment aux conditions de fonctionnement et de gestion, devrait être opérationnel prochainement, a-t-on annoncé hier à la direction locale de l'environnement.

La même source indique que l'exploitation du Centre d'enfouissement technique de Draâ-Smar ne sera effective qu'une fois que l'arrêté portant création de l'Établissement public industriel et commercial (EPIC) chargé de sa gestion sera établi par les services des ministères de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement, du Tourisme, des Finances et celui de l'Intérieur et des Collectivités locales.

La procédure réglementaire inhérente à la création de cette décharge publique contrôlée a été finalisée et approuvée par délibération de l'Assemblée populaire de wilaya, en mai dernier.

Le Centre d'enfouissement technique de Draâ-Smar, d'une capacité de stockage de 240 tonnes par jour, s'étend sur une superficie de 28 000 m².

Il est programmé pour remplacer l'actuelle décharge publique, mitoyenne avec le nouveau site, dont l'exploitation et la gestion présentent beaucoup de lacunes, estime-t-on.

APs

OUARGLA Huit artisans participeront au concours national sur l'artisanat traditionnel

Huit artisans de la wilaya de Ouargla ont été sélectionnés pour participer au prochain concours du «Prix du président de la République» prévu le 9 novembre prochain et qui coïncide avec la célébration de la Journée nationale de l'artisanat, a-t-on appris mardi auprès du directeur de la petite et moyenne entreprise et d'artisanat (Dpmea) de Ouargla.

Le concours de prospection, des meilleurs artisans, devant représenter Ouargla au prochain concours national, a été organisé mercredi dernier avec la participation de 11 artisans et une coopérative d'activités artisanales.

Selon le directeur de la Dpmea, la participation des artisans de Ouargla à ce concours, dont les prix oscillent entre 250 000 DA et 450 000 DA, se fera dans la tapisserie, la broderie traditionnelle, la maroquinerie, et ceux artistiques, dont l'ébénisterie, la vannerie et l'art du sablage.

Le secteur de la petite et moyenne entreprise dans la wilaya de Ouargla compte actuellement 2 192 artisans, dont 1 188 en activité, 570 en production de matériaux et 434 en artisanat artistique, a-t-on ajouté.

APs